



PROVINCE DE QUÉBEC
VILLAGE DE SENNEVILLE

RÈGLEMENT NO. 415

BYLAW NO. 415

**RÈGLEMENT NUMÉRO 415
RÉGISSANT L'ENTRETIEN DES SYSTÈMES
DE TRAITEMENT TERTIAIRE AVEC
DÉSINFECTION PAR RAYONNEMENT
ULTRAVIOLET SUR LE TERRITOIRE DU
VILLAGE DE SENNEVILLE**

**BYLAW NUMBER 415
GOVERNING THE MAINTENANCE OF
TERTIARY TREATMENT SYSTEMS WITH
DISINFECTION USING ULTRAVIOLET
RADIATION ON THE TERRITORY OF THE
VILLAGE OF SENNEVILLE**

**Avis de motion : 26-04-2010
Adoption : 28-06-2010
Publication : 02-07-2010
Modification :**

**Notice of motion : 2010-04-26
Adoption: 2010-06-28
Published: 2010-07-02
Modification:**

À la séance régulière du conseil municipal tenue à l'Hôtel de Ville, 35 chemin de Senneville, lundi le 28 juin, 2010;

et à laquelle étaient présents :

Le maire/Mayor

Les conseillers/Councillors

Absents / absent

Également présentes : Vanessa Roach, directrice générale et Joanne Bouclin, greffière.

CONSIDÉRANT les pouvoirs attribués à la municipalité en matière d'environnement, de salubrité et de nuisances par la *Loi sur les compétences municipales* (L.R.Q., c. C-47.1);

CONSIDÉRANT que la municipalité est responsable de l'application du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., 1981, c.Q2, r.8, ci-après le « Règlement »);

CONSIDÉRANT que la municipalité doit également prendre les moyens qui s'imposent pour faire cesser les nuisances et les causes d'insalubrité conformément à l'article 3 du *Règlement* et à la *Loi sur les compétences municipales*;

ATTENDU QU'en matière de nuisances et de causes d'insalubrité, le droit acquis n'existe pas;

ATTENDU QUE, pareillement, il n'existe pas de droit acquis à la pollution de l'environnement;

ATTENDU QUE la municipalité désire s'assurer de l'entretien adéquat des systèmes de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet;

CONSIDÉRANT l'article 25.1 de la *Loi sur les compétences municipales* qui prévoit que «toute municipalité locale peut, aux frais du propriétaire de l'immeuble, installer, entretenir tout système de traitement des eaux usées d'une résidence isolée au sens du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., 1981, chapitre Q-2, r. 8) ou le rendre conforme à ce règlement. Elle peut aussi procéder à la vidange des fosses septiques de tout autre immeuble»;

CONSIDÉRANT l'article 95 de la *Loi sur les compétences municipales* qui prévoit que «toute municipalité locale peut installer sur un immeuble tout équipement ou appareil ou y faire tous travaux nécessaires à l'exercice de ses compétences » et qu'à ces fins, « les employés de la municipalité ou les personnes qu'elle autorise peuvent entrer dans ou circuler sur tout immeuble à toute heure raisonnable »;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion du présent règlement a été donné par le maire à une réunion ordinaire tenue le 26 avril 2010, conformément à la *Loi des cités et villes* ;

At the regular sitting of the municipal council held at Town Hall, 35 chemin de Senneville, Monday, June 28, 2010;

at which were present:

George McLeish

Charles Mickie, Dennis Dicks, Julie Brisebois, Gerald Van Der Weyden and/et Peter Csenar

Also present: Vanessa Roach, General Town Manager and Joanne Bouclin, City Clerk.

WHEREAS the powers conferred to the municipality on matters of environment, sanitation and nuisances by virtue of the *Municipal Powers Act* (L.R.Q., c. C-47.1);

WHEREAS the municipality is responsible for the enforcement of the *Regulation respecting waste water disposal systems for isolated dwellings* (R.R.Q., 1981, c.Q2, r.8, hereafter the «Regulation»);

WHEREAS the municipality must also adopt the necessary measures to stop nuisances and causes of insalubrities in accordance with Section 3 of the *Regulation* and the *Municipal Powers Act*;

WHEREAS regarding nuisances and causes of insalubrities, vested rights do not exist;

WHEREAS, similarly, there is no vested right to the pollution of the environment;

WHEREAS the Municipality wishes to ensure proper maintenance of tertiary treatment systems for disinfection by ultraviolet radiation;

WHEREAS Section 25.1 of the *Municipal Powers Act* stipulates that «A local municipality may install or maintain the waste water treatment system of an isolated dwelling within the meaning of the *Regulation respecting waste water disposal systems for isolated dwellings* (R.R.Q., 1981, chapter Q-2, r. 8), or bring it into conformity with the regulation, at the expense of the owner of the immovable. It may also clean the septic tanks of any other immovable»;

WHEREAS Section 95 of the *Municipal Powers Act* stipulates that « a local municipality may install any equipment or device on an immovable or do any work on the immovable necessary for the exercise of its powers» and that for this purpose, « the employees of the municipality or the persons it authorizes may enter or move about on any immovable at any reasonable time»;

WHEREAS a notice of motion was given concerning this bylaw by the Mayor at a regular sitting held on April 26, 2010 in accordance with the "*Cities and Towns Act*";

ATTENDU QU'une copie du projet de règlement a été remise à tous les membres du conseil au plus tard deux jours juridiques avant cette séance et que tous les membres présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture ;

Par conséquent,

Il est

proposé par le conseiller Charles Mickie
appuyé par le conseiller Dennis Dicks

ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

QU'il soit statué et ordonné par règlement du conseil municipal comme suit :

**RÈGLEMENT NUMÉRO 415
RÉGISSANT L'ENTRETIEN DES SYSTÈMES DE
TRAITEMENT TERTIAIRE AVEC DÉSINFECTION PAR
RAYONNEMENT ULTRAVIOLET SUR LE TERRITOIRE
DU VILLAGE DE SENNEVILLE**

CHAPITRE 1. INCLUSION DU PRÉAMBULE

Le préambule fait partie du présent règlement.

CHAPITRE 2. INTERPRÉTATION

2.1 Indépendance des articles les uns par rapport aux autres

Tous les articles du présent règlement sont indépendants les uns des autres et la nullité de l'un ou de certains d'entre eux ne sauraient entraîner la nullité de la totalité du présent règlement. Chacun des articles non invalidés continue de produire ses effets.

2.2 Terminologie

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et les mots suivants signifient ou désignent :

- 1) **EAUX MÉNAGÈRES** : les eaux de cuisine, de salle de bain, de buanderie et celle d'appareils autres qu'un cabinet d'aisances;
- 2) **EAUX USÉES** : les eaux provenant d'un cabinet d'aisances combinées aux eaux ménagères;
- 3) **INSTALLATION SEPTIQUE** : tout système de traitement des eaux usées;
- 4) **MUNICIPALITÉ** : le village de Senneville;
- 5) **OCCUPANT** : toute personne physique, notamment le propriétaire, le locataire, l'usufruitier, le possesseur, occupant de façon permanente ou saisonnière un bâtiment assujéti au présent règlement;
- 6) **OFFICIER RESPONSABLE** : l'officier responsable de l'application du présent règlement est l'inspecteur en bâtiment/municipal de la municipalité ou tout autre personne désignée par résolution du conseil.

WHEREAS a copy of the proposed bylaw was given to council members no later than two juridical days before this sitting and that all present council members declare that they have read it and waive the reading of it;

Therefore,

It is

moved by Councillor Charles Mickie
seconded by Councillor Dennis Dicks

AND UNANIMOUSLY RESOLVED:

THAT it be enacted and decreed by bylaw of the municipal council as follows:

**BYLAW NUMBER 415
GOVERNING THE MAINTENANCE OF TERTIARY
TREATMENT SYSTEMS WITH DISINFECTION USING
ULTRAVIOLET RADIATION ON THE TERRITORY OF THE
VILLAGE OF SENNEVILLE**

CHAPTER 1. INCLUSION OF PREAMBLE

The preamble is part of this bylaw.

CHAPTER 2. INTERPRETATION

2.1 Independence of articles in relation to each other

All sections of this bylaw are independent from each other and the invalidity of one or some of them does not invalidate the whole of this bylaw. Each of the non invalidated sections continues to produce its effects.

2.2 Terminology

In the present bylaw, unless the context indicates otherwise, the following expressions and words mean or designate:

- 1) **GREY WATER**: kitchen, bathroom, laundry water and water coming from any appliance other than a toilet;
- 2) **WASTE WATER**: toilet effluents combined with grey water;
- 3) **SEPTIC SYSTEM**: any system of waste water treatment ;
- 4) **MUNICIPALITY**: the Village of Senneville;
- 5) **OCCUPANT**: any physical person, including the owner, a tenant, usufructuary, the possessor, the occupant in a permanent seasonal capacity of a building subject to this bylaw;
- 6) **AUTHORIZED OFFICER**: the officer responsible for the implementation of this bylaw is the building/municipal inspector of the municipality or any other person designated by resolution by council;

- 7) **PERSONNE** : une personne physique ou morale;
- 8) **PERSONNE DÉSIGNÉE** : le fabricant du système, son représentant ou un tiers qualifié mandaté par la municipalité pour effectuer l'entretien d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet.
- 9) **PROPRIÉTAIRE** : toute personne physique ou morale identifiée comme propriétaire d'un immeuble au rôle d'évaluation en vigueur sur le territoire de la municipalité et sur lequel immeuble se trouve un bâtiment assujéti au présent règlement ;
- 10) **RÉSIDENCE ISOLÉE** : une habitation unifamiliale ou multifamiliale comprenant 6 chambres à coucher ou moins et qui n'est pas raccordée à un système d'égout autorisé en vertu de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2); est assimilé à une résidence isolée tout autre bâtiment qui rejette exclusivement des eaux usées et dont le débit total quotidien est d'au plus 3 240 litres;
- 11) **SYSTÈME DE TRAITEMENT TERTIAIRE DE DÉSINFECTION PAR RAYONNEMENT ULTRAVIOLET** : un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet visé à la section XV.3 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., 1981, chapitre Q-2, r. 8).
- 7) **PERSON**: a moral or physical entity;
- 8) **DESIGNATED PERSON**: the manufacturer of the system, its authorized representative or a qualified third party mandated by the municipality to proceed with the maintenance of a tertiary treatment system with disinfection using ultraviolet radiation.
- 9) **OWNER**: any physical or moral entity identified as the owner of a property on the assessment role in force on the territory of the municipality and on which property is a building subject to this bylaw;
- 10) **ISOLATED DWELLING**: a single or multi-family house containing 6 bedrooms or fewer which is not connected to a sewer system authorized under section 32 of the *Environment Quality Act* (R.S.Q., c. Q-2); any other building discharging waste water only and whose total daily flow is no more than 3 240 liters is considered to be an isolated dwelling;
- 11) **TERTIARY TREATMENT SYSTEM WITH DISINFECTION USING ULTRAVIOLET RADIATION**: a tertiary treatment system with disinfection using ultraviolet radiation contemplated in Division XV.3 of the *Regulation respecting waste water disposal systems for isolated dwellings* (R.R.Q., 1981, chapter Q-2, r. 8).

CHAPITRE 3. OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de régir l'installation, l'utilisation et l'entretien des systèmes de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet.

CHAPITRE 4. PERMIS OBLIGATOIRE

Toute personne qui désire installer et utiliser un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet doit obtenir préalablement un permis de la municipalité conformément à l'article 4 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., 1981, chapitre Q-2, r. 8). Les renseignements et documents exigés aux termes de cet article 4 doivent être préparés et signés par un ingénieur, membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

CHAPITRE 5. INSTALLATION ET UTILISATION

Un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet doit être installé par un entrepreneur autorisé et utilisé conformément aux guides du fabricant. Une attestation de l'ingénieur de la conformité du système au *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* et qu'il est en mesure de traiter les eaux usées devra être transmise à la municipalité aussitôt les travaux d'installation terminés.

De plus, le système de désinfection par rayonnement ultraviolet devra être entretenu et fonctionnel en tout temps. Il est interdit de ne pas brancher, de débrancher ou de ne pas remplacer la lampe d'un système de désinfection par rayonnement ultraviolet.

CHAPTER 3. PURPOSE OF BYLAW

This bylaw aims to regulate the installation, operation and maintenance of tertiary treatment systems with disinfection by ultraviolet radiation.

CHAPTER 4. MANDATORY PERMIT

Anyone wishing to install or use a tertiary treatment system with disinfection by ultraviolet radiation must first obtain a permit from the municipality in accordance with Section 4 of the *Regulation respecting waste water disposal systems for isolated dwellings* (R.R.Q., 1981, chapter Q-2, r. 8). The information and documents required under Section 4 must be prepared and signed by an engineer who is a member of the Ordre des ingénieurs du Québec.

CHAPTER 5. INSTALLATION AND USE

A tertiary treatment system with disinfection by ultraviolet radiation must be installed by a qualified contractor and used in accordance with the manufacturer's instructions. Certification by the engineer that the system of disinfection by ultraviolet radiation complies with the *Regulation respecting waste water disposal systems for isolated dwellings* and is capable of disposing of the waste water must be transmitted to the municipality as soon as the installation work is completed.

Furthermore, the system of disinfection by ultraviolet radiation should be maintained and functional at all times. It is prohibited to not connect, to disconnect or to not replace a lamp forming part of the system of disinfection by ultraviolet radiation.

CHAPITRE 6. OBLIGATION D'ENTRETIEN PÉRIODIQUE

6.1 Entretien contractuel obligatoire

Le propriétaire d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet doit être lié en tout temps par contrat avec la municipalité et le fabricant du système, son représentant ou un tiers qualifié avec stipulation qu'un entretien minimal du système sera effectué conformément à l'article 6.2 ci-après.

Une copie de ce contrat doit être transmise à la municipalité dans les quinze (15) jours suivant l'émission de ce contrat.

Le coût du contrat d'entretien sera payé par la municipalité et facturé aussitôt au propriétaire. À défaut de paiement dans les trente (30) jours, les frais dus porteront intérêt au taux prescrit pour tout compte de taxes et autres comptes échus aux termes du règlement établissant les taux de taxation et modalités de paiement pour l'exercice financier en cours et seront portés au compte de taxe du propriétaire ayant bénéficié de l'entretien de son système.

6.2 Fréquence et nature des entretiens

Tout système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet doit être entretenu, de façon minimale, selon la fréquence suivante :

- a) Une (1) fois par année, les opérations suivantes doivent être effectuées :
 - inspection et nettoyage, au besoin, du filtre de l'effluent ;
 - nettoyage du filtre de la pompe à air;
 - vérification du bon fonctionnement de la pompe de recirculation et de l'alarme sonore;
- b) Deux (2) fois par année, les opérations suivantes doivent être effectuées :
 - nettoyage ou le remplacement au besoin, de la lampe à rayonnement ultraviolet;
 - prise d'un échantillon de l'effluent du système afin d'établir la concentration en coliformes fécaux. Cet échantillon doit être prélevé conformément à l'article 87.13 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées*.

Nonobstant l'alinéa précédant, tout système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet doit être entretenu au besoin, en fonction de l'intensité de son utilisation.

Toute pièce d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet dont la durée de vie est atteinte doit être remplacée.

6.3 Rapport d'analyse des échantillons d'effluent

Tout rapport d'analyse d'un échantillon de l'effluent d'un traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet, prélevé conformément à l'article 6.2, paragraphe b) du présent règlement, doit être conservé

CHAPTER 6. MANDATORY REGULAR MAINTENANCE

6.1 Mandatory Maintenance Contract

The owner of a tertiary treatment system with disinfection by ultraviolet radiation must be bound at all times by a contract, with the municipality and the manufacturer of the system, its representative or a qualified third party, including a provision to the effect that the minimum maintenance of the system required by Section 6.2 hereafter will be carried out.

A copy of the contract must be delivered to the municipality within 15 days following the signing of the contract.

The cost of the maintenance contract will be paid by the municipality and immediately charged to the owner. Failing payment within thirty (30) days, the fee due will bear interest at the rate prescribed by the bylaw decreeing the tax rates and payment terms for all expired taxes and other invoices in the current fiscal year and will be added to the tax bill of the owner who benefited of the maintenance of his system.

6.2 Frequency and nature of maintenance

Any tertiary treatment system with disinfection by ultraviolet radiation must be maintained in accordance with the following minimum schedule:

- a) once (1) per year, the following operations must be carried out:
 - inspection and cleaning, if required, of the effluent filter;
 - cleaning of the air pump filter;
 - verification of the proper operation of the recirculation pump and of the alarm system;
- b) twice (2) per year, the following operations must be carried out:
 - cleaning, or replacement if required, of the ultraviolet lamp;
 - Sampling of the effluent system to determine the concentration of fecal coli forms, in accordance with the provincial regulation. This sampling must be taken in accordance with Section 87.13 of the *Regulation respecting waste water disposal systems for isolated dwellings*.

Notwithstanding the preceding paragraph, a tertiary treatment system with disinfection by ultraviolet radiation must be maintained in accordance with the intensity of its use.

Any part of a tertiary treatment system with disinfection by ultraviolet radiation having reached its life expectancy must be replaced.

6.3 Analysis report of the effluent samples

Any analysis report of a sample taken from the effluent of a tertiary treatment system with disinfection by ultraviolet radiation in accordance with Section 6.2 of this bylaw must be kept for a period of five (5) years.

pour une période de cinq (5) ans.

Une copie de tout tel rapport doit être transmise à la municipalité dans les quinze (15) jours suivant l'émission de ce rapport.

6.4 Preuve d'entretien périodique

La personne désignée exécutant l'entretien doit transmettre à la municipalité, une copie du certificat d'entretien d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet dans les quinze (15) jours suivant son entretien.

CHAPITRE 7. OBLIGATIONS DU FABRICANT DU SYSTEME, DE SON REPRESENTANT OU DU TIERS QUALIFIE.

7.1 Rapport

Pour chaque entretien d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet, la personne désignée exécutant l'entretien, doit compléter le formulaire prescrit par la municipalité.

Le cas échéant, il y indique que le propriétaire ou l'occupant a refusé qu'il procède à l'entretien requis.

Ce formulaire doit être transmis à la municipalité dans les quinze (15) jours suivant l'émission de ce formulaire.

7.2 Assurance responsabilité

Le fabricant du système, son représentant ou un tiers qualifié qui fait l'entretien du système suite à un contrat de service doit détenir une assurance responsabilité de 2 000 000 \$.

CHAPITRE 8. ENTRETIEN SUPPLÉMENTAIRE DU SYSTÈME PAR LA MUNICIPALITÉ

8.1 Entretien confié au fabricant

Lorsque la municipalité constate qu'il y a eu défaut d'entretien, elle mandate une personne désignée pour effectuer un tel entretien.

À cet effet, un avis écrit d'au moins 48 heures est transmis par la municipalité au propriétaire concerné indiquant la période durant laquelle l'entretien du système sera effectué.

8.2 Procédure d'entretien

Le propriétaire doit, pendant la période fixée sur l'avis écrit qui lui a été transmis, prendre les mesures nécessaires afin de permettre à la personne désignée d'entretenir son système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet.

À cette fin, il doit notamment identifier, de manière visible, l'emplacement des ouvertures de son installation septique et dégager celles-ci de toute obstruction.

A copy of any such report must be delivered to the municipality within fifteen (15) days after it is issued.

6.4 Proof of regular maintenance

The designated person carrying out the maintenance must deliver to the municipality, a copy of the maintenance certificate of a tertiary treatment system with disinfection by ultraviolet radiation within fifteen (15) days of its maintenance.

CHAPTER 7. OBLIGATIONS OF THE MANUFACTURER OF THE SYSTEM, OF ITS REPRESENTATIVE OR OF THE QUALIFIED THIRD PARTY

7.1 Report

Each time the maintenance procedure is carried out on the tertiary treatment system with disinfection by ultraviolet radiation, the designated person performing the maintenance must complete the form prescribed by the municipality.

When necessary, it shall indicate that the owner or occupant has refused that he perform the required maintenance.

This form must be submitted to the municipality within fifteen (15) days of issuance of this form.

7.2 Liability Insurance

The manufacturer of the system, its representative or a qualified third party who is maintaining the system after a service contract must hold a liability insurance in the amount of \$ 2,000,000.

CHAPTER 8. BACK-UP / ADDITIONAL MAINTENANCE OF THE SYSTEM BY THE MUNICIPALITY

8.1 Maintenance entrusted to the manufacturer

When the municipality becomes aware of the failure to carry out proper maintenance, it mandates a designated person to perform this maintenance.

For this purpose, a notice of at least forty eight (48) hours is given by the municipality to the concerned owner indicating the period during which the maintenance will be performed.

8.2 Maintenance procedure

The owner must, during the period determined in the written notice, take the required measures to allow the designated person to perform the maintenance of the tertiary treatment system with disinfection by ultraviolet radiation.

For this purpose, he must identify, in a visible manner, the location of the openings of the septic installation and remove there from any obstruction.

8.3 Obligations incombant à l'occupant

Le cas échéant, le propriétaire avise l'occupant de la résidence isolée afin que ce dernier permette l'entretien de l'installation septique.

L'occupant est alors tenu des mêmes obligations que le propriétaire.

8.4 Paiement des frais

Les frais du service supplétif d'entretien seront payés par la municipalité et facturés aussitôt au propriétaire. Ces frais sont établis conformément au tarif prévus au chapitre 9.

À défaut de paiement dans les trente (30) jours, les frais dus porteront intérêt au taux prescrit pour tout compte de taxes et autres comptes échus aux termes du règlement établissant les taux de taxation et modalités de paiement pour l'exercice financier en cours et seront portés au compte de taxe du propriétaire.

8.5 Impossibilité de procéder à l'entretien

Si l'entretien du système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet n'a pas pu être effectué pendant la période fixée selon l'avis transmis au propriétaire conformément à l'article 8.1 parce que le propriétaire ne s'est pas conformé à la procédure établie selon l'article 8.2, un deuxième avis lui est transmis fixant une nouvelle période pendant laquelle, la personne désignée procédera à l'entretien de son système.

Le propriétaire doit alors acquitter les frais occasionnés par la visite additionnelle de la personne désignée selon le tarif établi en vertu de l'article 9.

CHAPITRE 9 TARIFICATION

Le tarif pour l'entretien supplétif est établi en fonction des frais de service et des pièces fixés par le fabricant du système, son représentant ou un tiers qualifié et le tarif pour toute visite additionnelle par la personne désignée est établi à 100.00 \$.

CHAPITRE 10 PROCÉDURE, RECOURS ET SANCTIONS

10.1 Délivrance des constats d'infraction

L'officier responsable, chargé d'appliquer ou de faire appliquer le présent règlement, est en conséquence, autorisé à délivrer tout constat d'infraction pour des infractions relatives à celui-ci.

10.2 Inspection des lieux

L'officier responsable est autorisé à visiter et à examiner, entre 7h00 et 20h00 tous les jours de la semaine, tout immeuble isolée pour s'assurer du respect du présent règlement. Tout propriétaire ou occupant de cet

8.3 Obligations of the occupant

As the case may be, the owner advises the occupant of the isolated dwelling so that the latter will allow the maintenance of the septic installation.

The occupant is held to the same obligations as the owner.

8.4 Payment of fees

The cost for the back-up/additional maintenance service will be paid by the municipality and immediately charged to the owner. These fees are established in accordance with the tariff provided at Chapter 9 hereafter.

Failing payment within thirty (30) days, the fee due will bear interest at the rate prescribed by the bylaw decreeing the tax rates and payment terms for all expired taxes and other invoices in the current fiscal year and will be added to the tax bill of the owner who benefited of the maintenance of his system.

8.5 Inability to perform maintenance

If maintenance of the tertiary treatment system with disinfection by ultraviolet radiation could not be performed during the period determined in the notice sent to the owner under Section 8.1 because the owner did not comply with the procedure established under Section 8.2, a second notice is sent to the owner setting a new period during which the designated person is to conduct the maintenance of his or her system.

The owner must pay the costs incurred by the extra visit of the designated person as set in the tariff established under Section 9.

CHAPTER 9. TARIFF

The tariff for the back-up/additional maintenance is based on the service fees and price of parts set by the manufacturer of the system, its representative or qualified third party and the rate for any additional visits by the designated person is set at \$100.00.

CHAPTER 10. PROCEDURE, REMEDIES AND PENALTIES

10.1 Competent authority:

The authorized officer responsible for enforcing or having enforced the present bylaw is, in consequence authorized to deliver all statements of offence in regard to infractions relating thereto.

10.2 Inspection of premises

The authorized officer is authorized to visit and examine, between 7:00 am and 8:00 pm every day of the week, any isolated dwelling to ensure compliance with this bylaw. Any owner or occupant of the building is to give him access to the

immeuble doit le recevoir, lui donner accès à l'immeuble ainsi qu'à tout bâtiment s'y retrouvant et répondre à toute question relative à l'application du présent règlement.

L'officier responsable peut examiner toute installation septique et à cette fin, demander qu'elle soit ouverte par le propriétaire ou l'occupant.

L'officier responsable exerce également un pouvoir de contrôle et de surveillance sur la personne désignée à qui la municipalité confie l'entretien d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet.

10.3 Contraventions

La municipalité peut, aux fins de faire respecter les dispositions du présent règlement exercer cumulativement ou alternativement, avec ceux prévus au présent règlement, tous les recours appropriés de nature civile ou pénale et sans limitation, tous les recours prévus à l'article 576 et suivant de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q. c. C-19) et ses amendements.

10.4 Sanctions générales

Toute personne qui contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins cinq cent dollars (500 \$) et d'au plus mille dollars (1 000 \$) pour une première infraction lorsque le propriétaire est une personne physique et d'au moins mille dollars (1 000 \$) et d'au plus deux mille dollars (2 000 \$) pour une première infraction lorsque le propriétaire est une personne morale.

En cas de récidive, elle est passible d'une amende d'au moins mille dollars (1 000 \$) et d'au plus deux mille dollars (2 000 \$) lorsque le propriétaire est une personne physique et d'au moins deux mille dollars (2 000 \$) et d'au plus quatre mille dollars (4 000 \$) lorsque le propriétaire est une personne morale.

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au *Code de procédure pénale* (L.R.Q. c. C-25.1).

La municipalité peut réclamer les frais judiciaires et extra judiciaires, ainsi que les frais d'experts et d'expertises, raisonnablement et légitimement engagés suite à l'émission d'un constat d'infraction conformément au *Code de procédure pénale* (L.R.Q. c. C-25.1).

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits, sont établis conformément au *Code de procédure pénale* (L.R.Q. c. C-25.1).

CHAPITRE 11. INTERPRÉTATION

Les intitulés n'ont pour objet que de faciliter les références et ne doivent pas servir à l'interprétation du règlement.

building and any building thereon and answer all his questions concerning the application of this bylaw.

The authorized officer may examine any septic system and for this purpose, ask that it be opened by the owner or occupant.

The authorized officer has also the power to control and supervise the designated person to whom the municipality entrusts the maintenance of a tertiary treatment system with disinfection by ultraviolet radiation.

10.3 Violations

The municipality may, for the purposes of enforcing the provisions of this bylaw exercise concurrently or alternatively, with those specified in this bylaw, all appropriate remedies, civil or criminal in nature and without limitation, all remedies provided for in article 576 and ss. of the *Cities and Towns Act* (RSQ c. C - 19) and its amendments.

10.4 General Penalties

Any person who contravenes this bylaw commits an offence and is liable to a fine which should be no less than five hundred dollars (\$ 500) and no more than one thousand dollars (\$1 000) for a first offence when the owner is a physical person and no less than one thousand dollars (\$ 1 000) and no more than two thousand dollars (\$2 000) for a first offence when the owner is a legal person.

In case of a subsequent offence, the person is liable to a fine which should be no less than one thousand dollars (\$ 1 000) and no more than two thousand dollars (\$2 000) when the owner is a physical person and no less than two thousand dollars (\$ 2 000) and no more than four thousand dollars (\$4 000) when the owner is a legal person.

If an offence lasts longer than one day the offence committed each day constitutes a separate offence and the penalties imposed for each of the offences can be imposed for each day the offence occurs, in accordance with the Code of Criminal Procedure (RSQ c. C-25.1).

The municipality can claim legal costs and extra judicial costs and the costs of experts and expertise, reasonably and legitimately incurred due to the issuance of a statement of offence in accordance with the Code of Criminal Procedure (RSQ c. C-25.1).

The deadlines for the payment of fines and fees imposed under this article and the consequences of failing to pay those fines and fees in a timely manner, are established in accordance with the Code of Criminal Procedure (RSQ c. C-25.1).

CHAPTER 11. INTERPRETATION

The titles are present only to facilitate references and are not to be used for interpretation purposes.

CHAPITRE 12. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi et après avoir reçu toutes les approbations requises, le cas échéant.

CHAPTER 12. COMING INTO EFFECT

The present bylaw will come into force according to law and after receiving all the appropriate approvals, if required.

George McLeish
Maire / Mayor

Joanne Bouclin
Greffière / Town Clerk